
6561 1478 52
25 SEPT 1939

EXPLOITATION

Trafic - 5ème Section
Affaires Commerciales
C 4-VE

Signé: LASSALLE

Monsieur le Chef de la Subdivision du Contrôle
des Recettes - Marchandises,

En réponse à votre lettre "6ème Bureau B - A - N° 2 du 31 Août dernier, j'ai l'honneur de vous informer qu'en application de l'article 4 du traité passé le 28 Novembre 1911 entre la Compagnie d'Orléans et la Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes pour l'échange de trafic G.V. et P.V. à Roumazières-Loubert, les frais de transbordement perçus du public par le petit réseau sont, en ce qui concerne les marchandises de détail, partagées par moitié entre les deux parties contractantes.

Par contre, ~~la~~ ~~taxe~~ perçue du public par la Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes pour les marchandises transportées par wagon complet sont intégralement conservées par la dite compagnie.

En application de ces dispositions la Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes doit nous reverser, pour les marchandises de détail la moitié de la taxe de transbordement qu'elle perçoit du public en vertu des tarifs approuvés par l'Administration Préfectorale

Il appartient, en conséquence, à la gare de Roumazières-Loubert d'établir le relevé des sommes dont nous est redevable la Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes en tenant compte des précisions indiquées ci-dessus.

LE CHEF DE LA 5ème SECTION DU TRAFIC,

GT SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Adresse télégraphique: Nadirfin Paris

R. C. Seine N° 276.448 B

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITE GENERALE

COMPTABILITE ET CONTROLE
DES RECETTES
SUBDIVISION du CONTROLE
des RECETTES-MARCHANDISES
5^e SECTION

6^e Bureau B

A. N° 2

(Références à rappeler)

Paris, le 27 Août 1939.

173, Rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e)

NOTE pour la Division du Trafic
- Région du Sud-Ouest -

I, Place Valhubert, PARIS. XIII^e

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien
nous faire connaître les prix unitaires pour le calcul
des frais de manutention transbordée à la gare de
ROUMAZIERES-LOUBERT, pour permettre à cette dernière
d'établir le relevé mensuel des dits frais dont est
redevable la Compagnie des Chemins de fer des
Charentes.

P^r le Chef de la Subdivision du Contrôle
des Recettes Marchandises
Le Chef de 6^e Bureau

Arrangement

28 DEC. 1911

entre la Compagnie d'Orléans et la Compagnie des
Chemins de fer Economiques des Charentes pour
l'échange du trafic de grande et de petite vitesse
à Roumazières-Loubert.

Entre les Soussignés :

Monsieur Nigond, Directeur de la Compagnie du
Chemin de fer de Paris à Orléans, dont le siège est à Paris, Place
Valhubert N° 1, agissant pour et au nom de celle-ci,

d'une part;

Et Monsieur Jeancard, Président du Conseil d'Admi-
nistration de la Compagnie des Chemins de fer Economiques des
Charentes, dont le siège est à Paris, 30, rue de Londres, agissant pour
le compte de cette Compagnie et faisant élection de domicile au
siège social,

d'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit :

La Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes
est concessionnaire de la ligne à voie de un mètre d'Angoulême à
Roumazières.

Cette ligne devant aboutir à la gare de Roumazières-Loubert,
de la Compagnie d'Orléans, la Compagnie des Chemins de fer Econo-
miques des Charentes a demandé à la Compagnie d'Orléans de mettre
à sa disposition, dans la dite gare, un emplacement d'une superficie
d'environ six mille trois cent vingt-quatre mètres superficiels (6324^{m²})
teinté en bistre sur le plan ci-joint. Sur cet emplacement, la Compagnie
des Chemins de fer Economiques des Charentes établira à ses frais,
pour son service local, une gare distincte qui sera exploitée par cette
dernière Compagnie; cette gare sera séparée de celle de la Compagnie
d'Orléans par une clôture continue.

La Compagnie d'Orléans a consenti à donner en location, à
la Compagnie des Chemins de fer Economiques des Charentes, l'empla-
cement dont il s'agit moyennant le paiement d'un loyer annuel de
six cent trente francs (630^{fr}) qui courra du jour de la mise à

disposition de ce terrain et qui sera payable par semestre.

La Compagnie d'Orléans se réserve d'ailleurs le droit de reprendre à toute époque le terrain loué comme il est dit ci-dessus, en prévenant la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes un an à l'avance.

Dans le cas où la Compagnie d'Orléans viendrait à user de cette faculté, la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes supporterait seule les frais des changements que la cessation de la location du dit terrain n'obligerait à apporter à ses installations.

La Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes a, en outre, demandé à la Compagnie d'Orléans que les installations destinées à assurer l'échange des marchandises à Roumazières-Loubert fussent établies dans l'emplacement dont il est ci-dessus question; ces installations seraient reliées à la gare des marchandises de la Compagnie d'Orléans au moyen d'une voie de raccordement de largeur normale.

La Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes a demandé enfin à la Compagnie d'Orléans de régler d'un commun accord les conditions dans lesquelles doit se faire l'échange des voyageurs et des marchandises entre les deux réseaux.

La Compagnie d'Orléans ayant accédé à ces demandes les dispositions ci-après ont été arrêtées de concert :

Établissement et entretien des installations d'échange.

Art. 1^{er}. — Les aménagements à réaliser pour le service d'échange conformément aux indications teintées en rose du plan ci-joint, y compris l'agrandissement du magasin G. V. de la gare de la Compagnie d'Orléans, seront exécutés aux frais de la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes, de même que tous les agrandissements et modifications qui pourraient être ultérieurement jugés utiles, notamment la voie mixte accédant au quai découvert de la petite ligne et la grue de chargement prévue dans la gare de transbordement.

Il est formellement stipulé que les travaux seront exécutés aux frais de la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes le jour où la nécessité de ces installations aura été reconnue par M. le Ministre des Travaux Publics, la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes entendue.

Art. 9. — Le présent arrangement aura une durée ferme de trois ans à partir du jour de la mise en service des installations projetées. Passé ce délai, il pourra être révisé ou résilié à toute époque à la demande de l'une des deux parties à charge par celle-ci de prévenir l'autre six mois à l'avance.

La révision ou la résiliation des clauses dit dit arrangement qui ont trait au principe ou à l'exercice de l'usage commun de la gare est subordonnée à l'approbation du Ministre des Travaux Publics.

Art. 10. — Les difficultés qui s'élèveraient entre les deux Compagnies au sujet des clauses financières du présent arrangement seront jugées souverainement et sans appel par voie d'arbitrage, chaque partie désignant un arbitre et les deux arbitres choisissant, s'il est nécessaire, un tiers arbitre pour les départager. Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur le choix de ce troisième arbitre, celui-ci serait nommé par M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun de la gare, il sera statué par le Ministre des Travaux Publics, les Compagnies entendues.

Art. 11. — Les frais de timbre et les droits d'enregistrement de la présente Convention sont à la charge de la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes.

Fait double à Paris, le 28 Décembre
mil neuf cent onze.

Le Directeur de la Compagnie
du Chemin de fer d'Orléans,
Signé : Rigout.

Le Président du Conseil
d'Orléans de la Compagnie des Charentes
Signé : Janicaud.

à Roumazières-Loubert feront l'objet d'un compte courant mensuel entre la Compagnie d'Orléans et la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes.

L'attribution des taxes de transbordement à la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes sera l'objet d'un décompte spécial qui sera présenté chaque mois par cette Compagnie à la Compagnie d'Orléans et compris dans le compte courant mensuel.

Le compte courant de chaque mois sera présenté par la Compagnie d'Orléans au plus tard à la fin du mois suivant. Le règlement en sera effectué dans les dix jours de sa présentation.

Dispositions Diverses.

Art. 7. — Les dommages résultant de l'incendie seront :

1^o — à la charge de chacune des parties contractantes isolément, pour le mobilier et les immeubles affectés à son propre service, pour les marchandises de son propre trafic local et pour les marchandises de transit dont elle aura pris la charge ou dont il ne lui aura pas encore été donné décharge par l'autre partie dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 5, enfin pour son matériel roulant ou pour le matériel étranger qu'elle aura amené dans la gare de transit ;

2^o — à la charge du service d'échange et supportés par moitié entre les deux parties contractantes pour le mobilier et les immeubles affectés à ce service.

Il ne sera exercé aucun recours de voisinage et, par suite, les conséquences de tout incendie seront réglées d'après la nature des objets atteints ou avariés comme il est dit ci-dessus et non d'après le lieu d'origine et la cause du sinistre.

Art. 8. — Les barrières à établir dans la clôture du Chemin de fer d'Orléans pour le passage des voies accédant au transbordement seront en principe fermées à clef ; les clefs resteront entre les mains des Agents de la Compagnie d'Orléans.

Les frais annuels de manœuvre des barrières et ceux de la surveillance dans la gare de la Compagnie d'Orléans donneront lieu au paiement d'une redevance à cette Compagnie par celle des Chemins de fer Économiques des Charentes. Cette redevance est fixée à soixante francs (60^{fr}) par barrière et par an payables par semestre à partir du jour de leur mise en service.

Tous les travaux à faire pour l'installation entière de la voie de largeur normale, ainsi que pour l'agrandissement du magasin P.O. de la grande vitesse, seront exécutés par la Compagnie d'Orléans.

Les voies étroites et autres installations d'échange seront établies et entretenues par la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes.

L'entretien des voies à largeur normale et celui des installations affectées au service d'échange comprises dans l'enceinte de la gare de la Compagnie d'Orléans seront effectués par cette Compagnie aux frais de la C^{ie} des Chemins de fer Économiques des Charentes.

Les dépenses faites par la Compagnie d'Orléans par application des dispositions qui précèdent, majorées de 10 % pour frais généraux et intérêts, lui seront remboursées dans le mois qui suivra la présentation des mémoires.

Echange des voyageurs, bagages, animaux et marchandises de grande vitesse.

Art. 2. — Les voyageurs avec leurs bagages, dans le cas où ceux-ci n'auront pas fait l'objet d'enregistrements directs, passeront d'une ligne à l'autre et seront traités, en ce qui concerne le réseau d'Orléans, comme les voyageurs en provenance ou à destination de la localité.

Art. 3. — Les bagages ayant fait l'objet d'enregistrements directs, les articles de messagerie et les denrées arrivant par la ligne à voie étroite à destination du réseau d'Orléans ou vice-versa, devront être amenés ou pris par les soins de la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes dans la gare de la Compagnie d'Orléans où se fera le reconnaissance contradictoire.

Exceptionnellement, les chevaux, les animaux, les voitures et les cercueils, transportés en grande vitesse, seront échangés sur les voies de transbordement comme il est dit à l'article 4 ci-après pour les transports en petite vitesse par wagon complet.

Echange des marchandises de petite vitesse.

Art. 4. — Les marchandises de petite vitesse transportées

par wagons complets de 4000 kgs au minimum ou payant pour ce poids seront échangées sur les voies spéciales de transbordement établies ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Il en sera de même pour les chevaux, les animaux, les voitures et aussi pour les marchandises de détail à la condition que celles remises par la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes soient groupées dans des wagons collecteurs P.O. par les soins de la dite Compagnie des Charentes de telle sorte que parmi les wagons compris dans une même transmission il n'y en ait pas plus d'un chargé de moins de 4000 k^g. à moins qu'il ne s'agisse de wagons complets par le volume.

Ces marchandises seront groupées autant que possible par direction, conformément aux indications qui seront données à la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes par les agents de la Compagnie d'Orléans.

La traction des wagons pleins ou vides de l'une ou de l'autre Compagnie, avant et après le transbordement, sera effectuée par les soins, aux frais et sous la responsabilité de la Compagnie d'Orléans sur les voies normales, par les soins, aux frais et sous la responsabilité de la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes sur les voies étroites.

Les opérations de déchargement et de rechargement dont l'ensemble constitue le transbordement seront effectuées par la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes et à ses frais pour le compte des deux réseaux.

La Compagnie d'Orléans percevra, pour le transport sur ses rails des marchandises ainsi échangées, les taxes résultant de ses tarifs. Elle percevra également la moitié de la taxe de transmission (frais de gare) fixée par les Arrêtés Ministériels en vigueur.

Pour les marchandises par wagon complet, les taxes perçues du Public pour le transbordement des marchandises en général, des voitures et des animaux, seront attribuées intégralement à la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes. Pour les marchandises de détail, la Compagnie d'Orléans ayant à faire dans sa gare une double opération de déchargement et de rechargement en sus de la double opération analogue faite par la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes sur les installations d'échange, il est entendu que les taxes de transbordement perçues du public seront partagées par moitié entre les deux Compagnies.

Il ne sera pas perçu de frais de location de matériel en raison du séjour des wagons passés au transbordement.

Si, par suite des nécessités de son service, la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes jugeait préférable de ne pas utiliser, pour le transbordement des marchandises de détail, les voies spéciales de transbordement, elle devrait remettre ou enlever les marchandises sur les quais de la C^{ie} d'Orléans dans les mêmes conditions que les expéditeurs et les destinataires de la localité et les taxes de transbordement perçues du public seraient attribuées par moitié à chacune des deux Compagnies.

Art. 5. — La reconnaissance contradictoire des marchandises échangées ainsi qu'il est dit à l'article 4 ci-dessus se fera au moment du déchargement des wagons de la Compagnie d'Orléans pour les marchandises en provenance du réseau d'Orléans, et au moment de leur chargement dans les wagons de cette Compagnie pour les marchandises en destination de son réseau.

Les conséquences des irrégularités constatées dans cette reconnaissance sont à la charge de la Compagnie reconnue responsable. Chacune des deux Compagnies encourt seule, à l'exclusion de l'autre, la responsabilité des avaries occultes reconnues à l'arrivée dans ses gares.

Les opérations de transbordement s'effectuant pour le compte des deux Compagnies, les conséquences des avaries ou accidents de toute nature qui se produiraient au cours de ces opérations seront réparties par moitié entre chacune d'elles.

Toutefois, les dispositions qui font l'objet des deux alinéas précédents peuvent être remplacées par celles qui régissent les rapports des grands réseaux entre eux dans le cas où la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes serait admise à participer au règlement de 1886 pour la transmission des marchandises et le partage des indemnités.

Les appareils de pesage nécessaires pour la reconnaissance contradictoire des marchandises, l'outillage et les fournitures nécessaires pour les manutentions, seront fournis, établis et entretenus par la Compagnie des Chemins de fer Économiques des Charentes.

Règlement des frais de transport et de transbordement des marchandises échangées.

Art. 6. — Les frais de transport des marchandises échangées